

DEBAT SUR L'ECOLE

Proposition de préambule par les enseignants majoritairement présents dans l'assemblée :

- Sentiment de démantèlement du service public.
- Quels sont les objectifs du gouvernement en organisant un tel débat ?
- Conditions de travail qui se détériorent pour devenir insupportables.
- L'Ecole est malmenée.

Sur le débat lui-même :

On nous demande de débattre sur des sujets dont les réponses sont déjà résolues (laïcité, retraite, décentralisation...).

QUESTION 1

Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

- La mission de l'Ecole est d'instituer, c'est-à-dire au service de l'Etat, de la Nation : c'est l'Etat qui décide ce dont il a besoin.
- Ce n'est donc pas l'élève qui est au centre du système scolaire, c'est l'institution.

Réponse contradictoire :

Non, nous sommes au service de l'élève. L'Ecole doit permettre à l'élève de comprendre le monde dans lequel il vit, de comprendre d'où il vient et de choisir lui-même un parcours en fonction de ses potentialités.

- Nous sommes ceux qui peuvent l'aider à cheminer.
- La question même sous-tend que les valeurs sont remises en cause. Pourquoi le sont-elles en ce moment ?
- Les valeurs de l'Ecole Républicaine sont la Liberté, l'Egalité, la Fraternité dans une institution laïque. Toutes les personnes en présence s'accordent pour accepter cette définition des valeurs de l'Ecole Républicaine.

- Egalité : Egalité d'accès à tous, avec pour corollaire la **gratuité**, les parcours sont individualisés.
- Liberté : Liberté de penser, de s'instruire.
- Fraternité : Peut-être faudrait-il la réactualiser dans le sens de la solidarité ce qui participerait à faire accepter les valeurs de l'Ecole par la société. C'est donner plus à ceux qui ont moins.
- Laïcité : C'est la reconnaissance de toutes les religions, sans en privilégier aucune.

Sur la notion d'égalité :

- Nous ne sommes pas égaux, la vraie égalité c'est la reconnaissance.
- L'égalité dans le cadre de l'Education Nationale, c'est l'égalité d'accès.

L'assemblée dans sa globalité souscrit à ces définitions.

Le débat se poursuit sur les finalités de l'Ecole.

- L'Ecole doit permettre l'insertion professionnelle est sociale.
- Dans un monde ultra concurrentiel, peut-il y avoir un lieu où l'on puisse modifier les attitudes sociales ? Peut-il y avoir une Ecole égalitaire dans un monde inégalitaire ? Peut-on former des individus en dehors de toutes réalités sociales ?
- Le modèle dominant est la société du meilleur, or il faudrait apprendre à vivre tout simplement.
- L'Ecole doit-elle avoir pour valeur de répondre à tous les maux de la société.
- L'Ecole ne peut pas être coupée du monde, ce n'est pas un sanctuaire, c'est un lieu d'échanges : l'échange est important, il permet l'évolution de l'esprit critique et le développement de la tolérance.

QUESTION 8

Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Le débat tourne autour de 4 thèmes : la formation des enseignants, les programmes, les méthodes, le travail donné à l'élève.

Formation des enseignants :

- On ne peut motiver quelqu'un, quel qu'il soit, sans être motivé soi-même.
- La formation des enseignants doit être plus fréquente et adaptée.
- le système d'avancement est peu motivant.

Les programmes :

- Répétition des programmes en Enseignement Général des LP peu propice à la motivation des élèves : ils voient toujours les mêmes choses !
- Il faut revenir à plus de simplicité : les programmes sont trop complexes. Un retour vers les savoirs de bases est nécessaire.
- Il pourrait être introduit d'autres disciplines en collèges et LP. (initiation à la philosophie, au droit...).
- En outre, en français, les programmes ne donnent pas le goût à la lecture ; il n'y a pas d'incitation à l'appropriation et à la restitution.

Les méthodes :

- Les méthodes traditionnelles ne suffisent plus, il faut créer du plaisir. Le concept du bonheur n'existe pas dans le monde de l'Education Nationale.
- Travail et plaisir devraient être liés. Le problème est qu'en terme d'éducation le plaisir n'est jamais immédiat.

Arguments contradictoires :

- Non, le but de l'enseignement c'est de lutter contre les tendances naturelles que sont l'oisiveté et le plaisir.
- Quoi qu'il en soit des règles doivent être établies car les règles participent à l'éducation.

- La notion de cours magistral est obsolète car tous les élèves ne sont pas égaux devant les savoirs.
- Manque de communication entre professeurs et enseignants (parole d'élève).
- Le système de notation des élèves est peu valorisant. Or notamment les élèves en difficulté ont besoin de gratifications immédiates.

Faut-il donner plus de travail aux élèves ?

De l'avis général, les programmes sont suffisamment denses pour qu'il soit besoin de donner plus de travail aux élèves.

QUESTION 18

Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des Collectivités Territoriales ?

- La répartition des responsabilités actuelles semble être la limite à ne pas dépasser : crainte d'un trop ample mouvement de décentralisation même si les compétences de la Région en terme de construction, rénovation et équipement sont reconnues de tous.
- L'Etat doit absolument garder ses prérogatives en terme de nomination des enseignants, de programmes, de diplômes. En ce qui concerne la carte des formations : une régionalisation des formations entraînerait inévitablement un manque d'adaptabilité des élèves.

Les deux réunions se sont déroulées dans un climat serein, composées de 80% d'enseignants dont 20% de la formation continue et de 20% de parents d'élèves, Chef d'Etablissement, d'élèves et élus.

L'assemblée était attentive et intéressée.